

LE GÉNÉRAL ABDEREZAK MAÏZA :**«La situation sécuritaire en**

Il est considéré comme étant l'un des fers de lance de la lutte antiterroriste. Au cours de la décennie noire, le général Maïza a été l'un des éléments les plus actifs, les plus connus surtout de cette guerre sans merci livrée à ces groupes qui avaient programmé le chaos dans le pays. Aux côtés du défunt général Fodil Chérif, il a laissé son empreinte dans la 1^{re} Région militaire et dans bien d'autres zones encore. Pour la première fois, il revient sur ce passé douloureux et analyse pour nous les événements présents que traverse l'Algérie.

**Entretien réalisé par
Abla Cherif**

Comment appréciez-vous la situation sécuritaire qui prévaut aujourd'hui à travers le pays ?

Je peux dire d'emblée que je suis optimiste. J'estime que la situation sécuritaire actuelle est excellente. Ce que nous avons vécu dans les années 90 n'existe plus. Je crois que l'ancien chef de l'état-major de l'armée l'avait déjà dit, le terrorisme algérien a été vaincu. Ce que nous avons aujourd'hui comme terroristes ne sont plus algériens, ce sont des mercenaires qui travaillent au profit d'organisations internationales. Auparavant, nous avions affaire au GIA, aujourd'hui il s'agit d'Al Qaïda qui n'est pas une organisation algérienne et donc tous ceux qui y sont affiliés, Algériens ou étrangers, Mauritaniens, Maliens, Tunisiens, ne sont que des mercenaires.

Ce n'est plus du terrorisme tel que nous l'avons vécu, car nous avons en face de nous des Algériens, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Voilà le premier élément. Mais cela ne veut pas dire que l'intégrisme a disparu, il existe toujours, il a pignon sur rue. Il représente encore un mouvement idéologique et politique qui cherche encore à installer le califat en Algérie, qui cherche toujours à remplacer la Constitution par la Chariaa. Mais le terrorisme en tant que tel n'existe plus.

Que ce soit vrai ou pas, nous avons vécu un antagonisme à la tête de l'Etat et ses services. Ils étaient en quelque sorte bridés. Mais leur retour à leur place naturelle va leur permettre de travailler normalement.

Qui sont ces éléments qui activent ?

Les groupes qui existent se réclament tous d'organisations étrangères. Une partie des éléments d'Al-Qaïda, c'est nouveau, a fait allégeance à l'EI, au fameux Daesh, mais je le répète, nous n'avons plus de terroristes algériens.

Qu'en est-il de Daesh ?

Ce n'est pas Daesh qui est entré en Algérie, ce sont des terroristes d'Al-Qaïda qui ont décidé à un certain moment de s'affilier à Daesh. La nuance est importante. On peut évoquer à ce sujet le fameux groupe, en partie décimé d'ailleurs, à l'origine de l'enlèvement de l'alpiniste français Hervé Gourdel.

Dans ce contexte, quelle menace peut représenter le passage de clandestins marocains qui transitent par l'Algérie pour rejoindre les groupes terroristes en Libye ? Une vive réaction des autorités a d'ailleurs été enregistrée récemment à ce sujet.

Ce sont des transitaires qui passaient par l'Algérie pour pouvoir prendre l'avion pour aller à Tripoli. Ils ont été renvoyés chez eux. Pour clore complètement ce dossier, l'Algérie a décidé d'arrêter carrément la liaison avec la Libye et Tripoli, donc le problème ne se pose plus. Mais ces clandestins, qu'ils soient sénégalais, marocains ou autres, peuvent passer par d'autres voies. Ils peuvent passer par la voie terrestre à travers le Sahel qui est un no man's land ouvert à n'importe qui. Ils peuvent passer également par la mer ou aller au Moyen-Orient et revenir vers la Libye. Toutes ces options sont possibles.

Le problème sécuritaire semble être transposé aux frontières où un important dispositif a été mis en place. Les autorités font souvent état de grand danger. De quelle manière l'Algérie se trouve-t-elle menacée ?

C'est vrai dans la mesure où tous les pays qui entourent l'Algérie vivent des problèmes sécuritaires. Si on prend le Sud de l'Algérie avec la situation sécuritaire que vivent actuellement le Niger, le Mali, le Tchad et même un peu plus bas le Nigeria avec Al-Qaïda et surtout Boko Haram qui a fait allégeance à Daesh, une suspicion de création d'un groupe de Daesh dans le Sahel existe. Il y a donc une menace potentielle d'arrivée d'Al-Qaïda ou de Daesh à travers la frontière sud.

Le problème est similaire à la frontière Est. La Libye est dans une situation de chaos. Là-bas, des terroristes qui étaient affiliés à Al-Qaïda ont fait complètement allégeance à Daesh. Il y a maintenant une menace d'arrivée de terroristes à travers la frontière algéro-libyenne ou même à travers la frontière algéro-tunisienne. La Tunisie n'a pas le même dispositif sécuritaire, les mêmes moyens que l'Algérie, elle trouve des difficultés à stopper les éléments qui passeraient chez elle. Il y a aussi le fait que beaucoup de Marocains, de Tunisiens qui sont actuellement affiliés à Daesh se sont engagés avec cette organisation.

D'après les statistiques qui ont été fournies en Syrie, en Libye et en Irak, ils peuvent à n'importe quel moment revenir dans leur

pays. C'est ce qui s'était passé avec nous avec l'histoire des Afghans. Voici les menaces qui peuvent guetter l'Algérie. Mais il faut savoir que même du point de vue de la frontière nord, il peut y avoir aussi des éléments de Daesh. Des Européens, qu'ils le soient à 100% ou des binationaux, peuvent venir facilement en Algérie. Il peut s'agir d'un Français, d'un Belge... qui viendrait faire du tourisme et qui serait par exemple affilié à Daesh.

C'est pour cela que je dis et je reconferme que la situation sécuritaire en Algérie a totalement changé. D'autre part, je pense que l'Algérie est l'un des seuls pays africains à avoir un dispositif sécuritaire aussi fort. Je m'explique : dans les années 90, la Sûreté nationale et la gendarmerie n'occupaient absolument pas le terrain. Aujourd'hui, la gendarmerie a un maillage sécuritaire pratiquement total. A ma connaissance, il reste 5 ou 6 communes algériennes qui n'ont pas de brigades de gendarmerie.

La police était également inexistante, je l'ai toujours dit. En 1996, la Sûreté nationale comptait 60 000 hommes. Aujourd'hui, elle occupe toutes les daïras. La plus grande partie des communes possède des Sûretés urbaines. Ce maillage est très important car il permet le recueil du renseignement facilement, ce qui n'existait pas dans les années 90. Dès que quelqu'un bouge quelque part, les services de sécurité le savent immédiatement. Durant les années 90, une mouvance avait occupé les mosquées, ils pouvaient faire n'importe quoi et dans n'importe quel lieu de culte du pays, mais aujourd'hui ce n'est plus possible. Ce n'est un secret pour personne, l'Etat a mis en place une police des mos-



Le général Abderezak Maïza.

Photo : Samir Sid

quées. Elles sont toutes surveillées, contrôlées. Lorsqu'un imam dévie, il y a automatiquement intervention du ministère des Affaires religieuses. Lorsqu'une mosquée commence à être infiltrée par des éléments louches qui tentent de renverser l'imam ou travailler les gens, il y a également intervention. Ceci n'existait pas dans les années 90. Ce maillage sécuritaire total de toute l'Algérie est d'une importance capitale.

Lorsque nous parlons de Daesh par exemple, beaucoup de personnes sont étonnées de la facilité avec laquelle il a pu conquérir des territoires immenses en Irak, en Syrie et même en Libye mais ils oublient de dire que Daesh active dans des pays où l'Etat n'existait pas, où les armées avaient été détruites, où les services de sécurité étaient inexistantes. Il est très facile pour eux de conquérir des zones entières puisqu'il n'y avait rien en face. Ce n'est pas le cas de l'Algérie.

Si nous prenons l'exemple de la Libye, ce pays est construit d'un tas de groupes, de milices qui ne s'entendent même pas entre elles. Il est très facile pour cette organisation de s'installer dans ce pays en essayant d'attirer à elle quelques milices. Daesh ne peut s'implanter en Algérie.

Les années de terrorisme que nous avons vécues semblent avoir généré une autre forme de violence en Algérie. Elle se manifeste notamment dans les nouvelles cités où des gangs armés de sabres et d'armes blanches sèment la terreur. De quelle manière percevez-vous le phénomène ?

C'était prévisible. A la fin de l'action contre le terrorisme dans les années 99-2000, nous savions que la violence allait monter en flèche. Les enfants de l'époque n'ont vécu que dans la violence. Souvenez-vous à l'époque, pour limiter ce phénomène, l'Algérie interdisait l'entrée de jouets sous forme d'armes. Nous avons constaté que ce qui fait le plus plaisir à un enfant, c'est de détenir ce

leur îlot de vie par les armes. Nous savions que tout cela allait se transformer en violence. Tous les enfants d'amis que je rencontrais voulaient devenir des ninjas. Ils voulaient s'engager dans la police ou la gendarmerie pour devenir des ninjas, pour eux, c'était le summum. La violence germait, elle était prévisible et l'on s'attendait à ce qu'il y ait une explosion de violence. De plus, la plupart de la population a été urbanisée sans qu'il y ait de maillage strict.

A l'époque, nous avions demandé que toutes les cités soient équipées si ce n'est d'un commissariat ou au moins de postes de police. Il y a eu construction de conglomerats urbains non sécurisés. Aujourd'hui, il y a installation d'écoles, de centres commerciaux mais pas encore de brigades de gendarmerie. Vous créez un ensemble immobilier de 4000 à 5000 logements sans qu'il y ait déploiement de services de sécurité.

C'est pour cela qu'il y a cette violence. De plus, toutes ces nouvelles cités ont des composantes hétérogènes. Des personnes déracinées qui ne possèdent pas de relations de voisinage sont mises ensemble et essayent de s'imposer. Ce sont des phénomènes naturels. Mais pour paraphraser un sociologue arabe qui avait mené une étude sur l'Algérie, notre pays connaît une violence extraordinaire. Je me souviens que lorsqu'une mère voulait punir son enfant elle lui promettait d'être «tué» s'il désobéissait. Elle lui disait «je vais te tuer, je vais t'égorger, je vais t'arracher les tripes».

C'est devenu un langage naturel. Les enfants sont élevés avec des images violentes et il est donc tout à fait normal qu'il y ait de la violence. A présent, il faut aussi dire que ce qui se passe est un phénomène qui existe dans les plus grands pays du monde, dans les plus grandes démocraties. Ceci peut être combattu par une éducation, un dispositif sécuritaire, par la suppression du chômage. Il faut combattre l'oisiveté.

Vous avez longtemps opéré dans la 1^{re} Région militaire où ont été perpétrés les plus terribles massacres. Quel est le souvenir qui vous a le plus marqué ?

C'est une femme. J'étais en poste à Chlef. Elle avait insisté pour me voir et j'ai mis du temps à la recevoir. Elle avait perdu son mari qui était un terroriste. Il avait participé à la fameuse embuscade contre un détachement de l'école de Ténès. Nous avions bombardé la région où son groupe se trouvait, c'était à l'ouest de Ténès.

La forêt avait été brûlée et le terroriste était mort durant l'incendie. Cette femme qui avait huit enfants avait identifié son mari. Lorsque je l'avais reçue elle m'a dit : je l'ai reconnu formellement car il portait une paire de chaussures particulière, que personne n'avait. Elle se plaignait de ne pas avoir reçu l'acte de décès de son mari. A l'époque, elle m'avait expliqué qu'elle se fichait complètement de ce qu'il faisait. «J'étais à la maison, me disait-elle, il venait me demandait de cuisiner pour 20 personnes, il recevait des gens que je ne voyais même pas, Il faisait ce qu'il voulait. Je

Cela vaut aussi pour Bentalha. Toutes les victimes sans exception étaient des familles de l'AIS qui avaient fui la zone de Médéa. Là aussi une expédition punitive avait été menée. On leur reprochait d'avoir fui la zone.

genre de jouets, il préfère une arme, un pistolet, un couteau en plastique plutôt qu'une peluche ou autre chose. Ils ont vécu à une période où les seules personnes qui pouvaient imposer leur présence dans le pays étaient les gens armés. N'oubliez pas qu'en plus des services de sécurité, l'Algérie avait décidé de distribuer des armes aux Patriotes, aux Groupes de légitime défense (GLD)...

Les enfants voyaient leur père, leur frère, leur mère défendre leur maison, leur village,

me fiche qu'il soit mort ou pas, ce qui m'intéresse c'est de pouvoir avoir cet acte pour m'occuper de mes enfants, les inscrire à l'école».

Elle mourait de faim. Elle m'avait raconté qu'elle ramassait des légumes ou détritités détériorés dans les poubelles, les mettait à bouillir dans de l'eau et attendait la nuit pour faire manger cette mixture à ses enfants, à la lueur d'une bougie car elle n'avait pas de lumière. Elle tenait à ce que ses enfants ne voient pas ce qu'ils mangent.